

«Un sujet existentiel»

L'éthique dans les entreprises était l'invitée d'honneur à la conférence économique germano-luxembourgeoise, qui s'est déroulée hier à la Chambre de Commerce. Le nombre élevé de participants donnait raison à Hubertus von Morr, ambassadeur d'Allemagne au Luxembourg, qui souligne que «l'actualité de l'éthique devient de plus en plus grande».

■ Michel Wurth, président de la Chambre de Commerce et membre du conseil d'administration d'ArcelorMittal, a souligné que «l'éthique n'est pas seulement un sujet important mais un sujet existentiel», lors de la 6^e conférence économique organisée par la Chambre de commerce, l'ambassade d'Allemagne et la Debelux AHK, qui rassemblait environ 180 personnes.

Mais plus encore que l'éthique des entreprises, l'«Éthique» tout court devrait être le sujet de la conférence, a souligné hier le ministre des Finances, Luc Frieden, pour qui la notion devrait déjà être intériorisée par tout le monde et pas seulement par les employés ou les dirigeants des entreprises.

Pour illustrer les dégâts que peut faire un «mauvais» comportement généralisé, la Chambre de commerce a invité le directeur de la *compliance* de Siemens, Andreas Pohlmann. A ce poste depuis deux ans, il a présenté l'aventure que vit la société après le scandale de corruption qui a défrayé la chronique fin 2006. Siemens avait pendant des années entretenu un



Hubertus von Morr, Pierre Gramegna, Andreas Pohlmann, Michel Wurth, Luc Frieden et Rolf Tarrach

(Photo: Guy Jallay)

réseau de corruption afin d'attirer des contrats. «90 % de ce que vous avez lu est correct», a avoué Andreas Pohlmann d'emblée. Aujourd'hui, la société a totalement retourné sa veste et veut devenir une entreprise modèle. Le *Dow Jones Sustainability Index* a attribué la note de 100 % dans le domaine de *code of conduct compliance* alors que l'entreprise pointait encore à zéro en 2007.

L'affaire a fortement entaché la réputation de la société, certaines entreprises et organisations non gouvernementales ayant simplement coupé les liens avec Siemens, après l'éclatement de l'affaire. Désormais, les efforts de la

société ont plus ou moins rouvert les canaux mais cela reste difficile avoue le directeur. Par ailleurs, l'affaire a entraîné des amendes de 2 milliards d'euros et 800 millions de coûts juridiques.

Le directeur a aussi réfuté les mythes selon lesquels la corruption fait partie du business et que cela est fait dans l'intérêt de la société. «Il est tout à fait possible de faire sans et des comportements pareils ne sont finalement que dans l'intérêt de la personne qui est impliquée dans l'affaire de corruption», précise-t-il.

Une entreprise comme Siemens, qui emploie plus de 400.000 personnes dans le

monde, ne pourra pas éradiquer totalement les comportements douteux mais la société ne les tolérera plus, souligne le responsable. Désormais, 600 personnes sont responsables pour la *compliance* dans le groupe mais l'attitude de la direction reste déterminante.

Quatre questions fondamentales

Andreas Pohlmann estime que l'employé doit se demander si ce qu'il fait est bon pour la société et conforme à ses valeurs fondamentales et si juridiquement et éthiquement tout est en règle. Si en plus, l'employé est prêt à pren-

dre la responsabilité alors tout devrait être en ordre.

Rolf Tarrach, recteur de l'université du Luxembourg, estime pour sa part que les entreprises, tout comme les individus et les sociétés, ont besoin d'un égoïsme sain mais aussi d'altruïsme. Il a plaidé aussi pour une révision des critères économiques comme le PIB, qui ne prend pas en compte des facteurs sociaux et qui peut être trompeur. Le gouvernement planche sur l'implantation d'un PIB du bien-être qui pourrait co-exister avec l'indice standard, a aussi souligné Luc Frieden.

En ce qui concerne l'implantation d'une taxe sur les transactions financières, le ministre rappelle que cela ne fonctionne que si le monde entier participe. «Cela prendra beaucoup de temps et cela devrait rester un sujet théorique pendant longtemps», estime Luc Frieden.

La régulation de l'Etat ne doit intervenir que si l'autorégulation des entreprises et des personnes a échoué, estime le ministre, ajoutant que cela semble avoir été le cas pour avoir engendré la crise financière actuelle. Il souligne néanmoins qu'il ne faut pas seulement critiquer les banquiers car si ceux-ci ont vendu des produits risqués il devait bien y avoir des acheteurs.

Les relations avec l'Allemagne sont bonnes et peuvent encore être améliorées, a souligné Luc Frieden en guise de message pour l'ambassadeur allemand, précisant qu'une modification du traité fiscal conforme aux règles de l'OCDE devrait être possible dans les semaines à venir.

■ Ronny Wolff